

Les fluctuations économiques – Choc d'offre et de demande – Etude de cas : le coronavirus

Document 1. Le coronavirus : un choc d'offre ?

Commençons par l'impact économique des quarantaines. Par effet direct, elles causent ce que les économistes appellent un choc d'offre. En Chine, nombre de travailleurs sont confinés chez eux, ce qui réduit mécaniquement la production mondiale. Ce choc ne peut pas être amorti par les outils classiques de politique économique (monétaire ou budgétaire), car stimuler la demande ne traite pas la baisse de la production.

Au-delà des effets directs, on peut craindre la disruption des chaînes de production globales, comme par exemple dans le cas d'Apple, qui a annoncé de possibles ruptures de stock. La Chine abrite un grand nombre de sous-traitants critiques dans la production de biens manufacturés. En désorganisant les chaînes de production, le virus peut avoir un effet boule de neige, paralysant des pans entiers de l'économie. Les analyses existantes sur les ouragans aux Etats-Unis ou sur l'accident de Fukushima suggèrent cependant un effet modeste et temporaire. Au bout d'un ou deux trimestres, les chaînes de valeur se reconstituent de manière organique, contournant les entreprises qui restent dans l'incapacité de produire.

Source : *Les Echos, Coronavirus : Augustin Landier, David Thesmar, Le choc d'offre de la quarantaine, 21/02/2020*

- 1) Comment le confinement explique-t-il la baisse de l'activité économique ?
- 2) Que signifie le processus de « disruption » cité par les auteurs ?

Document 2. Un choc de demande également ?

Pour l'économiste, c'est bien un choc d'offre négatif qui semble le mieux caractériser la situation actuelle. Mais, la crise à venir correspond aussi à un choc de demande. Ce deuxième choc est, pour le moment, moins visible, et d'une ampleur a priori moindre que le choc d'offre négatif décrit ci-dessus. Certes la demande a baissé dans certains secteurs comme la restauration à emporter, mais nous ne sommes pas confrontés pour le moment à un choc de demande très négatif puisque les revenus ne se sont pas effondrés. La mise en place du chômage partiel permet de maintenir 84% du salaire net, ce qui limite la perte de pouvoir d'achat par rapport à la situation américaine où l'absence de mesure de chômage partiel a généré 3,3 millions de chômeurs supplémentaires en une seule semaine. Au niveau macroéconomique, la situation actuelle serait celle d'une baisse de la demande, malgré un maintien relatif du revenu : les ménages français seraient en moyenne en train d'augmenter leur épargne. Et pour la majeure partie, la baisse de demande n'est pas consécutive du fait que les salariés ne veulent pas dépenser (comme c'est le cas, en partie, pour la restauration à emporter où les ménages peuvent limiter les achats par peur d'attraper le virus lors des livraisons), mais cette baisse de la demande est surtout le produit du fait que les gens ne peuvent pas dépenser (car les magasins, les bars, les restaurants, les lieux culturels, sportifs, ... sont fermés). Or, c'est là l'originalité de la crise actuelle pour nous : cette fermeture des lieux de dépense provient justement d'un choc d'offre. Le choc de demande est *ici* subordonné au choc d'offre : les gens ne peuvent pas dépenser, car les lieux d'offre sont fermés, et non car leur revenu a baissé.

Source : *S. Charles, T. Dallery et J. Marie, Covid-19 : choc d'offre ou choc de demande ? ... Raté ! Les deux ! La tribune, 30/03/2020*

- 1) Quelles ont été les mesures économiques limitant la perte de pouvoir d'achat ?
- 2) Comment expliquer la baisse marquée de la demande ?
- 3) Quel lien les auteurs font-ils entre le choc d'offre et le choc de demande ?

Document 3. Une chute du PIB jamais vue

"*C'est une crise comme aucune autre*", note le FMI. L'Europe est de loin la région la plus touchée, puisque c'est là que le confinement a été le plus sévère. En zone euro, la chute du PIB devrait être de 10,2 % en 2020. L'Italie et l'Espagne (-12,8 %), mais aussi la France (-12,5 %) sont les pays les plus touchés, avec le Royaume-Uni (-10,2 %). En Allemagne, le PIB devrait reculer de 7,8 %. Tous ces chiffres sont, là encore, sans précédent.

Du côté américain, les Etats-Unis, où le confinement a été moins sévère et uniforme (source : *Le Monde*), devraient connaître une baisse du PIB de 8 %. En Amérique latine, où le virus continue de se répandre et où la pandémie n'est pas maîtrisée, les prévisions sont catastrophiques pour le Mexique (-10,5 %) et le Brésil (-9,1 %). L'un des seuls pays qui devrait éviter la récession est celui d'où est partie la pandémie. Le FMI table en effet sur une croissance minimale, de 1 %, pour la Chine.

Pourquoi cette aggravation des prévisions du Fonds monétaire international, seulement deux mois après un rapport déjà alarmiste ? L'argumentation tient en trois étapes.

D'abord, l'impact de la fermeture presque intégrale de certaines économies a été pire que ce qui était anticipé. Ensuite, le retour à la normale va être plus long que prévu. Difficile d'imaginer des salles de cinéma pleines, des restaurants combles, des avions bondés. "*La distanciation sociale va persister au second semestre*", note le FMI. Par ailleurs, dans les pays où la pandémie n'est pas maîtrisée, de nouvelles mesures de confinement seront sans doute inévitables. Bref, la demande n'est pas près de revenir à son niveau d'avant la pandémie.

Enfin, du côté de l'offre, c'est-à-dire des entreprises, les « *cicatrices* » du confinement vont se faire sentir longtemps. Impossible de faire tourner une usine à plein régime si les ouvriers doivent respecter des distances importantes entre eux.

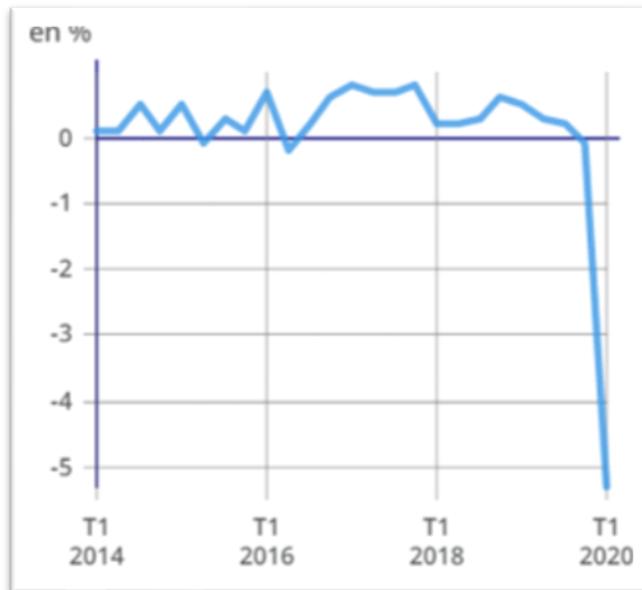
Derrière ce blizzard de chiffres et de prévisions se trouve une réalité sociale alarmante, particulièrement dans les pays émergents. « *Des deux milliards de personnes qui travaillent dans le secteur informel à travers le monde, l'Organisation internationale du travail estime que 80 % vont être affectées significativement* », note le FMI. Et d'ajouter que, pour la première fois en trente ans, l'extrême pauvreté va progresser.

Contrairement à l'idée reçue, les personnes vivant avec moins de 1,9 dollar (1,68 euro) par jour – la définition de la pauvreté extrême – sont passées de 35 % de la population mondiale en 1990 à moins de 10 %. « *Ce progrès est mis en danger par la crise du Covid-19, avec plus de 90 % des économies émergentes ou en voie de développement qui vont connaître une baisse du revenu par habitant en 2020* », explique l'institution.

Source : *Le Monde*, 25/06/2020

- 1) Pourquoi le FMI dit-il que la crise liée au coronavirus est « une crise comme aucune autre » ?
- 2) Quels sont les 3 facteurs qui expliquent, selon le FMI, l'ampleur du ralentissement économique ?

Document 4. Taux de croissance du PIB en France



- 1) Quelle a été la croissance économique au 1^{er} trimestre 2020 ?
- 2) Comment expliquer cette chute de la croissance en France ? Résumer le processus par un schéma d'implication simple.
- 3) Rechercher 3 effets directs à cette évolution de la croissance économique.